

Aide à l'investissement, achat des locaux, formation des salariés, une large palette d'interventions

Régions et communes sont des acteurs incontournables de l'histoire des restructurations industrielles.

▣ Entrer au capital

En juillet 2009, lors du dépôt de bilan d'Heuliez en Poitou-Charentes, il n'y avait pas d'autre repreneur que Bernard Krief Consulting. La région a apporté 5 millions au capital de HVE et Bernard Krief devait, lui, apporter 10 millions..., qui ne sont, eux, jamais venus. L'intervention de la région a néanmoins permis à l'entreprise de résister jusqu'à l'arrivée des nouveaux repreneurs : BGI pour la partie de l'entreprise qui poursuit l'activité traditionnelle de carrossier d'Heuliez, et l'allemand

Kohlpharma pour RVE, rebaptisé « Mia Electric ». La région a été autorisée à entrer au capital de HVE par un décret du 27 novembre 2009 pris après avis du Conseil d'Etat. « *Quand le groupe Kohl est arrivé en 2010, Mia Electric était en cours d'homologation. Et pour le lancer, il fallait que le véhicule fasse ses preuves, et que le marché mûrisse. C'est un processus qui prend du temps. Si la région n'avait pas été là, c'était la fermeture* », se souvient Jean-François Macaire, vice-président de la région, en charge des dossiers industriels. Entre la reprise et le redémarrage, le conseil régional a aussi financé des actions de formation pour les deux branches de l'entreprise à hauteur de 1 million

d'euros. Détenant au départ un tiers du capital de Mia Electric, Poitou-Charentes n'en possède plus que 7 % et ne compte pas rester présente au capital de l'entreprise qui emploie aujourd'hui plus de 800 personnes.

▣ Acheter les locaux de l'usine

Dossier plus difficile, Vertaris, l'ancienne usine de pâte à papier du groupe Matussière et Forest basée à Voreppe, en Isère, a vu l'Etat initier un investissement de 11 millions d'euros avec Oséo et le Fonds national de revitalisation des territoires afin d'acheter des machines de désencrage. La communauté d'agglomération, le Conseil général de l'Isère et le Conseil régional Rhô-

ne-Alpes ont acheté l'immobilier pour 3 millions d'euros pour ensuite le louer à prix réduit et financer les études de faisabilité technique. Mais l'explosion des prix du vieux papier et la demande asiatique ont fragilisé son avenir. Vertaris a été mis en redressement judiciaire en octobre 2011. Il dispose de six mois pour sauver son activité. L'usine est à l'arrêt depuis fin octobre.

▣ Aider à l'investissement

Sans l'appui des pouvoirs publics, le projet de reconversion de l'usine Ford de Blanquefort n'aurait pas vu le jour. Après un incroyable feuilleton qui a vu l'usine de boîtes de vitesses passer aux mains d'un obscur investisseur allemand n'ayant

tenu aucun de ses engagements, pour être finalement racheté par Ford, les collectivités, l'Etat et les salariés ont continué à mettre la pression sur l'industriel américain. Celui-ci s'est finalement décidé à utiliser le site girondin pour y fabriquer des boîtes automatiques de nouvelle génération à destination du marché européen. Sur un projet de 125 millions d'euros, les pouvoirs publics devraient dépenser 25 millions d'euros dans l'opération. Quinze millions seront versés au titre d'investissements, à parité par les collectivités locales (région Aquitaine, Communauté urbaine de Bordeaux et département de la Gironde) et par l'Etat. De plus, la nouvelle ligne de production ne

devant pas être pas opérationnelle avant 2013 et l'usine ayant déjà cessé sa production de boîtes d'ancienne génération, la plupart des 1.000 employés actuels vont vivre une longue période d'inactivité. Un coût qui sera pris en charge par l'Etat, à hauteur de 8 millions d'euros, au titre de l'activité partielle de longue durée (APLD). Quant à la région, elle apportera 2 millions d'euros au titre de la formation. Le versement de ces sommes est toutefois conditionné au fait que Ford atteigne bien les 1.000 emplois prévus. Sachant qu'aujourd'hui les projets engagés ne portent que sur 680 emplois.

JEAN ROQUECAVE, GABRIELLE SERRAZ ET FRANCK NIEDERCORN